

Crise au CHU de Caen : une triste illustration des tensions pesant sur l'hôpital

Le centre hospitalier universitaire de Caen est affecté par des années de rigueur budgétaire se traduisant par des diminutions du nombre de postes et des conditions de travail dégradées. Une situation particulièrement grave qui a conduit les étudiants en médecine à suspendre leurs stages d'internat pour une durée de six mois.

Par **FRANCK LAORDEN**,
membre du bureau national

Le manque de médecins urgentistes se fait cruellement ressentir en France, en particulier au CHU de Caen.

Le service des urgences connaît une situation critique, renforcée par les fermetures régulières des urgences des cliniques de la ville de Caen, dont les patients viennent se reporter vers le centre hospitalier universitaire (CHU). Le poids de la permanence des soins est assuré essentiellement par l'hôpital public, qui est réparti de manière très inégale sur le territoire. La situation se tend avec le manque de soignants (et donc de lits), et des temps d'attente qui s'allongent de plus en plus. La prise en charge se dégrade comme dans de nombreux hôpitaux français.

PERTE D'AGRÈMENT

Le nombre de médecins expérimentés au service des urgences est insuffisant pour encadrer les étudiants en médecine dans le cadre de leur internat. Les étudiants en médecine avaient des horaires de travail très élevés en tant qu'internes, sans avoir d'encadrement suffisant pour répondre à leurs questions et les aider en cas de besoin. Début novembre 2025, cette situation particulièrement grave et dégradée a conduit les étudiants en médecine à suspendre leurs stages d'internat pour une durée de six mois et le CHU de Caen a perdu son agrément auprès de l'UFR santé de l'université de Caen-Normandie.

Les syndicats du CHU de Caen ont dénoncé cette situation dramatique du fait du manque de moyens donnés par les pouvoirs publics à l'établissement. Il devrait y avoir, au service des urgences, une quarantaine de soignants, alors qu'ils n'étaient qu'une quinzaine début novembre 2025.

Le problème a été largement évoqué par les médias nationaux et le gouvernement a fait appel à la réserve sanitaire pour faire face à cette crise et appeler des médecins en renfort. Normalement, la réserve sanitaire est mobilisée dans les cas d'épidémies ou de catastrophes naturelles, ce qui n'est pas le cas du CHU de Caen.

Cependant, les problèmes ne sont pas propres à l'établissement caennais, selon les syndicats d'internes, et les étudiants internes ont peur de parler, par crainte des représailles.

À Caen, la santé des internes était en jeu. Les conditions d'encadrement « *n'étaient pas satisfaisantes, il y a eu des saisines et certains étaient en surcharge émotionnelle* », selon l'Intersyndicale nationale des internes. Le doyen de l'UFR santé de Caen, Paul-Ursmar Milliez, a déclaré à l'Agence France-Presse avoir « *demandé la suspension de l'agrément après un signalement légitime début septembre* ». Selon lui, il faudra, pour lever cette suspension, un nouveau projet pédagogique « *convaincant* » en mai 2026. Parmi les mesures demandées, un senior encadrant pour un interne, alors qu'ils sont aujourd'hui un pour deux internes. Il estime ainsi qu'il faudra « *embaucher 15 seniors* ».

MANQUE DE MOYENS

Le manque de médecins urgentistes se fait cruellement ressentir en France, et plus particulièrement au CHU de Caen. Pour le moment, l'agence régionale de santé et la direction de l'hôpital ont puisé dans la « ressource » de l'établissement, avec des médecins d'autres services, la « solidarité territoriale », avec des renforts d'autres hôpitaux, et une régulation des urgences renforcée.

Cette crise au CHU de Caen est révélatrice du manque de moyens consacrés à l'hôpital public et à la formation des futurs médecins, alors que de nombreux départs à la retraite s'annoncent dans les années à venir. ■

Le centre hospitalier universitaire de Caen.



© PJ Parry/Wikimedia Commons